

# La mémoire comme un acte de résistance en Colombie

Olga L. Gonzalez\*

Cet article a pour but de fournir un cadre conceptuel pour penser la mémoire de l'exil comme un acte de résistance<sup>1</sup>. Le contexte est celui de la Colombie du XXI<sup>ème</sup> siècle.

La première partie montre la prégnance de la violence et des guerres durant la plus grande partie du XX<sup>ème</sup> siècle colombien. La deuxième partie examine les grandes vagues de migration colombiennes et montre qu'il n'existe pas de prise de conscience, au niveau du récit national ou dans les récits individuels, du rapport existant entre cette violence et ces guerres, et les grandes vagues d'émigration à partir de ce pays. La troisième partie va à la rencontre de la mémoire comme un acte de résistance. Nous montrons comment, chez les exilés colombiens en Europe, cette parole permet d'établir un récit qui donne un sens aux événements.

## La violence politique, une constante en Colombie

Est-il nécessaire de rappeler le rôle permanent de la violence comme mode de régulation de la vie politique dès la naissance de la jeune République colombienne ? L'historien Jean-Pierre Minaudier en fait un trait singulier de ce pays :

Les deux décennies de l'Indépendance figurent parmi les plus noires d'une histoire pourtant peu avare en catastrophes et en massacres. Avec le Venezuela, la Colombie a sans doute eu la naissance la plus difficile de toutes les républiques d'Amérique latine. En 21 ans, elle a subi deux guerres de libération (en 1809-1815 et en 1819-1822) séparées par une terrible expérience de reconquête espagnole (1815-1816), des conflits fratricides d'une extrême violence, non seulement entre républicains et royalistes, mais même entre factions républicaines ; des confiscations, des exécutions, des destructions massives ; mais aussi l'échec d'une première expérience d'État indépendant<sup>2</sup>.

La violence sur l'opposant politique (le « magnicide » selon la terminologie colombienne) s'exerçait dès les premières années ayant suivi l'Indépendance : en 1828, Bolivar faisait l'objet d'une tentative d'assassinat par son opposant Santander. De son côté, le « grand maréchal » Sucre, l'élus de Bolivar pour lui succéder, fut assassiné par son opposant Obando en 1830, ce qui n'empêcha pas celui-ci d'accéder ultérieurement au pouvoir. Plus tard, Julio Arboleda, élu président, fut assassiné en 1862. A son tour, le leader libéral Rafael Uribe Uribe fut assassiné devant le Congrès en 1914.

En plus des meurtres de personnalités politiques durant la période républicaine, la vie politique a toujours été scandée par des luttes armées entre factions. Les affrontements armés furent nombreux au XIX<sup>ème</sup> siècle (environ soixante-dix), atteignant un paroxysme avec la célèbre « Guerre des Mille jours » entre 1899 et 1903. Ces conflagrations, et particulièrement

---

\* Docteure en sociologie de l'EHESS de Paris. Site : <http://olgagonzalez.wordpress.com>. Contact : [olgalu@free.fr](mailto:olgalu@free.fr).

<sup>1</sup> Une version préliminaire de ce texte a été présentée au colloque « Exils, errances et rencontres » organisé par l'Université de Cergy Pontoise et l'Ecole supérieure de Sciences économiques et commerciales en décembre 2009.

<sup>2</sup> Jean-Pierre Minaudier, *Histoire de la Colombie de la conquête à nos jours*, Paris, L'Harmattan, 1997, p. 91.

cette dernière, très meurtrière, sert de toile de fond au roman *Pax*, de Lorenzo Marroquín et José María Rivas Groot<sup>3</sup>.

Il peut sembler hardi d'établir une correspondance entre l'utilisation de la violence politique dans le passé, lorsque se mettaient en place les institutions et les dirigeants s'accordaient sur les modalités de partage du pouvoir, et l'utilisation de la violence par la suite, spécialement après la première décennie du XX<sup>ème</sup> siècle, alors que les institutions étaient déjà en place.

Au regard des événements historiques, cependant, l'idée d'une continuité est confirmée : au cours du XX<sup>ème</sup> siècle, et malgré un répit entre 1915 et 1930, la violence politique entre libéraux et conservateurs persiste. Durant ces années, les mouvements de revendication progressistes sont réprimés –le fameux épisode du « massacre des bananiers » en 1928, relaté par Gabriel García Márquez dans *Cent ans de solitude*, est significatif. De manière plus banale mais aussi plus générale, l'armée s'employait à « réguler » la vie sociale sous les ordres des notables locaux. Par la suite, le sectarisme politique –allant souvent jusqu'à éliminer physiquement le rival, sera porté à son paroxysme par Laureano Gomez, dirigeant conservateur, président et instigateur de la haine entre libéraux et conservateurs<sup>4</sup>. A elle seule, la guerre civile que les historiens circonscrivent aux années 1946-1958 entraîna, selon les calculs, la mort de 200 000 à 300 000 personnes. L'évènement marquant de cette période est l'assassinat du leader libéral Gaitán le 9 avril 1948, lequel donna lieu à un soulèvement de rage populaire, le *Bogotazo*.

L'utilisation de la violence pour atteindre des buts politiques est donc ancienne. Elle s'exprime, durant la plus grande partie du XX<sup>ème</sup> siècle colombien, sous un régime qui, au moins dans les formes, se présente comme étant démocratique. L'interlude du gouvernement militaire dans les années 1953-1957 octroya certes l'amnistie aux guérillas libérales et communistes<sup>5</sup>, mais il fut accompagné de la même répression qu'auparavant (vagues de massacres dans les campagnes, emprisonnement des militants, censure des journaux).

Les années postérieures à l'accord du « Front National » (du nom du pacte établi en 1958 entre les élites des deux partis pour se partager les postes au pouvoir), étaient censées signifier le retour à la normale, c'est-à-dire au système politique orbitant autour des libéraux et des conservateurs, à l'exclusion de tout autre mouvement. Il n'en fut rien : la révolution cubaine, la guerre froide et les nouvelles tactiques du Parti Communiste donneront du souffle aux anciennes guérillas paysannes, héritières de la guerre civile de 1946-1958, et contribueront à l'éclosion de nouvelles guérillas. La répression qui s'ensuivit provoqua, paradoxalement, leur développement rapide : ainsi, bien que ses origines remontent plus loin, les Farc furent officiellement créés en 1964, après l'encerclement et l'attaque aérienne par l'armée du bourg de Marquetalia, où les guérilleros s'étaient réfugiés, et d'où ils purent s'échapper.

Certaines formes de cette violence politique insurrectionnelle et contre-insurrectionnelle sont connues : nous pensons à la violence déployée par les guérillas dans sa lutte contre l'État, ou à

---

<sup>3</sup> Le leitmotiv du livre est cette phrase : *Vocem terroris audivimus, fornido et non est pax*: « Nous écoutons les voix de la terreur et nous craignons qu'il n'y aura pas de paix ».

<sup>4</sup> Laureano Gomez s'est fait une réputation de grand orateur avec son style pompeux, rempli de références à l'« hispanisme ultra » (il était un grand admirateur du franquisme). Il faisait appel à tout son talent dans ses discours pour inciter à la mise à mort, symbolique et réelle, des libéraux. Dans un discours prononcé devant le Sénat en 1940, il en appelait au meurtre du président libéral et probable candidat, M. Alfonso Lopez Pumarejo.

<sup>5</sup> Tous ne rendirent pas les armes. Méfiants vis-à-vis des organes politiques et des hiérarchies, sceptiques sur le sort qui les attendait (en effet ceux qui rendirent les armes furent assassinés postérieurement), ces guérilleros qui n'ont pas rendu les armes allaient constituer les noyaux de la phase suivante de la guerre de guérillas.

celle déployée par l'État dans sa lutte contre la guérilla. Moins connues sont les luttes que menèrent, très tôt, les guérillas au sein de leurs propres rangs : 5 ans après sa fondation, en 1969, l'ELN avait subi plus de pertes en raison des purges internes –les *fusilamientos*- que suite aux balles de l'armée<sup>6</sup> ; un front dissident des Farc, de son côté, fut le responsable du *massacre de Tacueyó*, où 164 jeunes paysans récemment recrutés furent exécutés par ses deux chefs paranoïaques<sup>7</sup>. Par ailleurs la violence développée par l'armée colombienne en collaboration étroite avec les milices paramilitaires d'extrême droite et touchant tous les secteurs sociaux de la population civile susceptibles de « soutenir » la guérilla est d'une ampleur considérable<sup>8</sup>.

Au fil du temps, et tout en se complexifiant avec les évolutions mondiales et les processus locaux, on peut sans équivoque dire que la violence politique s'est approfondie. L'essor de l'économie de la drogue et la position stratégique de la Colombie dans ce marché, le terrorisme<sup>9</sup> des cartels de la drogue à la fin des années 1980, la persistance du conflit armé dans la campagne, la pénétration des narcotrafiants dans la sphère institutionnelle, les vieux réflexes sectaires et la logique d'extermination, l'implication croissante des États-Unis (l'armée colombienne étant une des principales destinataires de l'« aide » de ce pays dans le monde), l'ascension retentissante, avec la complicité active des élites locales, des paramilitaires d'extrême-droite, la perversion du système institutionnel ont entraîné une accentuation de la « guerre sale ».

La panoplie des violences politiques est, malheureusement, très étendue durant cette période. Nous ne retiendrons que deux manifestations, particulièrement significatives :

- L'extermination des militants du parti de gauche *Union patriotique*<sup>10</sup> : entre 1986 et 1991, 3 200 de ses membres, candidats à la présidence, sénateurs, députés, maires et simples militants, furent assassinés.
- Les crimes des paramilitaires. En février 2010, les paramilitaires démobilisés dans le cadre du processus de « justice et paix » entamé par le gouvernement Uribe, avaient avoué leur participation directe dans 30 500 assassinats ; selon la justice colombienne –la *Fiscalía*- ils seraient coupables de 150 000 homicides depuis les années 1980.

En 2010, la situation reste extrêmement difficile pour tous ceux qui ne partagent pas les vues du pouvoir en place. Opposants politiques, défenseurs des droits humains et des droits sociaux, syndicalistes, professeurs, étudiants, journalistes, juges et magistrats, organisations

---

<sup>6</sup> Voir à ce sujet le témoignage que Jaime Arenas, leader d'un important mouvement étudiant rallié à cette guérilla, écrivit après sa désertion et avant d'être assassiné par celle-ci, en 1971 : Jaime Arenas, *Dans la guérilla*, Paris, Calmann-Lévy, 1972, 287 p.

<sup>7</sup> Voir «Yo sobreviví a la masacre de Tacueyó», *Semana*, 12 février 2006 : [http://www.semana.com/wf\\_InfoArticulo.aspx?IdArt=92220](http://www.semana.com/wf_InfoArticulo.aspx?IdArt=92220).

<sup>8</sup> Dès 1983, l'ambassade des États-Unis en Colombie envoyait une dépêche consternée à Washington sur les agissements de la Brigade XIV de Puerto Berrío, dans le centre du pays : « Le règne de la terreur a avancé sans gêne, du fait que les forces de sécurité de la région, de manière délibérée, évitent de mettre des obstacles aux justiciers ». Voir Steven Dudley, *Armas y urnas : historia de un genocidio político*, Planeta, 2008, p. 81.

<sup>9</sup> Contrairement au Pérou des années 1990, le terrorisme urbain n'a jamais fait partie du répertoire d'actions des guérillas. Par contre, il fut brutalement employé par les cartels de la drogue à la fin des années 1980, pour éviter l'extradition vers les États-Unis.

<sup>10</sup> Le parti politique *Union patriotique* s'est formé en 1985, au moment des négociations de paix entre les Farc et le gouvernement. Avec des résultats électoraux remarquables (plus de 350 conseillers municipaux dans le pays, plus d'un million de votants d'après les sondages pour son candidat à la présidence, Bernardo Jaramillo – assassiné ultérieurement, tout comme Jaime Pardo Leal, un autre de ses chefs), ce parti aspirait à regrouper toutes les personnes qui s'apprêtaient à quitter les Farc ainsi que d'autres secteurs de la gauche.

de femmes déplacées, mouvements de revendication contre l'impunité... sont l'objet de menaces, de poursuites et souvent d'assassinats<sup>11</sup>.

## **Violence politique et mouvements migratoires**

La violence politique a entraîné de très importants mouvements migratoires, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur des frontières nationales. Nous examinerons d'abord ce qui advient à l'intérieur des frontières, pour ensuite étudier le phénomène migratoire à l'extérieur des frontières.

Sans remonter très loin dans le passé de la Colombie, on observe comment la « colonisation » de territoires reculés a toujours été une stratégie de survie pour de nombreuses populations menacées par les diverses violences. Alfredo Molano, sociologue spécialiste des formes de colonisation des vastes territoires de l'est du pays, a identifié trois modalités principales, que l'on verra se répéter dans d'autres zones du pays : la « colonisation rapace », la « colonisation armée » et la « colonisation paysanne ». Le premier cas se réfère à la mobilisation d'aventuriers et d'exploitants attirés par la possibilité de gagner de l'argent rapidement en s'insérant dans la chaîne de l'exploitation capitaliste des ressources naturelles destinées à l'exportation. Dans les territoires « vierges » du Guaviare, ces produits ont été le caoutchouc dans les années 1910-1930, les peaux d'animaux exotiques dès les années 20, enfin et depuis les années 1970 la coca et les bois tropicaux.

La deuxième forme de mobilité, très organisée, sont les « colonnes de marche » de guérilleros, de leurs soutiens et de leurs familles, au cours de leur fuite devant les attaques de l'armée, de la police, de leurs ennemis conservateurs ou d'autres factions armées. Au XX<sup>ème</sup> siècle, cette configuration se présente essentiellement dans les années 1950 -1960.

La troisième figure caractérise les déplacements plus désordonnés de paysans à la recherche de lopins pour cultiver et de terres pour s'y installer (pour rappel, la Colombie est le seul pays d'Amérique latine n'ayant jamais réalisé une réforme agraire, ses élites ayant préféré la colonisation « spontanée » de terres considérées comme « vierges »<sup>12</sup>).

Avec de niveaux très élevés de mobilité, ces trois types de « colonisation » ont aussi été une des principales réponses aux phases successives de la violence et de la guerre. Jusque dans les années 1970, les larges secteurs de la population qui ont été obligés de se déplacer provenaient essentiellement de l'intérieur du pays, où sévissait particulièrement cette violence (nous parlons, *grosso modo*, des régions situées dans les flancs et les vallées fertiles des cordillères).

Après un répit dans les années 1970, le phénomène a repris de manière brutale, touchant des populations et des régions jusqu'alors préservées par la violence. Aussi, le déplacement de millions de personnes a été la conséquence directe de la montée en force des groupes paramilitaires depuis la fin des années 1980. Pour les forces d'extrême-droite, en effet, une

---

<sup>11</sup> Pour plus de détails, voir le rapport 2010 d'Amnistie internationale :

<http://www.amnesty.org/es/library/asset/AMR23/005/2010/es/8abbee9d-726e-4b33-b928-1174a15833f4/amr230052010en.pdf>.

Voir également les rapports de l'Observatoire des droits humains de la Présidence de Colombie :

[http://www.derechoshumanos.gov.co/observatorio\\_de\\_DDHH/documentos/Indicadores/obs\\_indicadores\\_dic2008\\_090330.pdf](http://www.derechoshumanos.gov.co/observatorio_de_DDHH/documentos/Indicadores/obs_indicadores_dic2008_090330.pdf)

<sup>12</sup> Les élites de Bogota considéraient ces terres comme étant « vierges », alors qu'y demeuraient des populations majoritairement indiennes (dans l'est de la Colombie) et noires (sur le versant de l'Océan Pacifique).

des stratégies de la guerre consiste à réaliser des massacres auprès de la population susceptible de soutenir les guérillas, afin d'éradiquer toute dissidence et dans le but de « libérer » les territoires pour que de nouveaux capitaux puissent exploiter les terres. Il existe, de ce fait, une correspondance évidente entre les massacres et le nombre de déplacés, comme on peut le voir dans ce tableau :

**Tableau 1 : Massacres des AUC, nombre de personnes assassinées et déplacées entre 1993 et 2006**

Année	Massacres effectués par les AUC <sup>13</sup>	Nombre de personnes assassinées <sup>14</sup>	Nombre de personnes déplacées <sup>15</sup>	Nombre de personnes déplacées <sup>16</sup>
1993	107	530	-	-
1994	86	448	-	-
1995	81	457	251	89 000
1996	110	572	2 582	181 000
1997	114	563	15 260	257 000
1998	115	682	36 675	308 000
1999	168	929	31 546	288 000
2000	236	1 403	331 383	317 375
2001	185	1 039	375 187	341 925
2002	115	680	424 354	412 553
2003	94	504	220 414	207 607
2004	46	263	162 501	287 581
2005	48	252	160 215	310 387
2006	12	64	37 084	-
<b>Total période</b>	<b>1 517</b>	<b>8 386</b>	<b>1 797 452</b>	<b>3 000 428</b>

**Source :** Toutes les données sont extraites du livre *Fin del paramilitarismo : ¿es posible su desmonte ?*, de Rafael Pardo (pour les 2 premières colonnes, la source originale de l'auteur est : Observatorio Presidencial de los derechos humanos).

En 2010, le nombre de personnes déplacées en Colombie oscille entre 3 et 4 millions (les divergences cachent des méthodes d'estimation différentes mais aussi des désaccords politiques, le gouvernement en place cherchant à minimiser l'impact de la violence). Ces chiffres traduisent une situation calamiteuse : dans un espace de temps somme tout assez court, la Colombie est devenu le deuxième pays en nombre de déplacés dans le monde. L'ampleur de cette crise est donnée par le pourcentage de déplacés par rapport à la population totale, puisqu'environ un Colombien sur dix est un déplacé<sup>17</sup>.

Les violences politiques survenues au cours du XX<sup>ème</sup> siècle se sont également traduites dans des vagues d'émigration vers l'étranger. Pour établir un ordre de grandeur, il n'est pas inutile de préciser que de nos jours, environ 4,5 millions de personnes (soit, à nouveau, environ un Colombien sur dix) réside dans un pays étranger.

<sup>13</sup> Selon le droit pénal colombien, on parle d'un massacre lorsqu'il se produit l'assassinat simultané de plus de quatre personnes. D'autre part, les AUC est le sigle des Autodéfenses Unies de Colombie, une « fédération » de paramilitaires unifiée depuis 1997.

<sup>14</sup> Ces chiffres ne sont qu'une estimation basse des assassinats produits lors des massacres, concrètement ceux où la justice a pu mener des enquêtes. Rappelons qu'en 2009, les paramilitaires démobilisés avaient déjà avoué avoir commis plus de 30 000 assassinats.

<sup>15</sup> Selon l'estimation de la *Red de solidaridad social*, bureau du gouvernement rattaché à la Présidence.

<sup>16</sup> Selon les données de la *Consultoría para los Derechos Humanos y el Desplazamiento*, une ONG.

<sup>17</sup> De très nombreuses études ont été réalisées en Colombie sur le déplacement. Un travail qui englobe le déplacement et la situation frontalière est le livre : Gerardo Ardila (éd), *Colombia : migraciones, transnacionalismo y desplazamiento*, Universidad Nacional, Bogotá, 2006.

Déjà dans les années 1950, le Venezuela, pays frontalier, accueillait un nombre important de Colombiens qui fuyaient la violence partisane (ils étaient environ 45 000 en 1950). Ces migrations se sont accentuées par la suite, notamment avec le *boom* du pétrole dans ce pays dans les années 1970, pour fournir une main d'œuvre à l'agro-industrie vénézuélienne et pour travailler dans les services. Les flux migratoires de Colombiens n'ont pas cessé : l'aggravation du conflit, et spécifiquement la politique de terre brûlée des paramilitaires, a provoqué l'exode massif de populations qui, pour la première fois, ont été accueillis en qualité de « réfugiés », c'est-à-dire sous la protection des instances de l'ONU. Par ailleurs, avec la montée et l'installation d'Hugo Chavez au pouvoir, des militants politiques se sont également installés dans ce pays. Avec plus de 800 000 personnes aujourd'hui, les Colombiens sont la première minorité étrangère du Venezuela.

L'intensification du conflit dans les années 1990-2000 a également modifié la composition démographique des pays frontaliers : ainsi, l'Équateur et le Panama accueillent à l'heure actuelle environ 300 000 personnes réfugiées (mais peu ont le statut officiel octroyé par les agences internationales), et la Colombie est le premier pays pour le nombre de réfugiés sur le continent américain.

Par ailleurs, de nombreux Colombiens issus des couches moyennes et fuyant les menaces de la guérilla ou les kidnappings, des crimes relativement fréquents au début des années 2000, sont de leur côté partis à Miami<sup>18</sup>, au Costa Rica, au Canada et au Chili. Enfin, un certain nombre de personnes ont obtenu le statut d'exilés politiques en Europe, spécialement en France, Belgique, Espagne et Suède. Avec les réfugiés statutaires se trouvent de nombreux militants des droits humains, des personnes issues du monde associatif, des syndicalistes, des universitaires<sup>19</sup>... qui ont du fuir la violence.

### **La mémoire comme un acte de résistance**

Malgré la pérennité de la violence politique et les importants mouvements de population qu'elle a directement entraînés, le thème de l'exil est peu visible et faiblement ancré. Très peu d'études lui sont consacrés, et encore moins de politiques d'État. De manière générale, il règne une grande ignorance des dynamiques qui ont présidé au départ de ces personnes, et à la vie qu'elles mènent ensuite. À l'heure actuelle, le regard dominant est de considérer l'émigration internationale vers les pays du Nord comme étant essentiellement « économique », dans une vision purement instrumentale. Ces migrants sont censés continuer à apporter des transferts d'argent, très importante source de devises (et dont l'économie a fortement besoin). On ne s'interroge pas sur les raisons qui ont poussé des centaines de milliers de personnes à quitter leur pays, on ne s'intéresse pas non plus à leurs conditions de vie dans leur nouveaux pays d'accueil. Quant à la population colombienne qui émigre vers les pays frontaliers et vers d'autres pays du Sud, on l'envisage dans une perspective compassionnelle, où les individus sont perçus essentiellement comme des victimes dénuées de toute capacité d'action.

---

<sup>18</sup> La migration colombienne vers les États-Unis est ancienne. Les vagues arrivées en raison du conflit politique se concentrent, essentiellement, dans les années 1990-2000.

<sup>19</sup> Voir à ce sujet Olga L. Gonzalez, « Droits humains sous tension à l'université colombienne », Secrétariat permanent international, Droits de l'Homme et gouvernements locaux, Nantes, 2010, [http://www.spidh.org/uploads/media/Olga\\_GONZALEZ\\_01.pdf](http://www.spidh.org/uploads/media/Olga_GONZALEZ_01.pdf).

Pourtant, dès lors que l'on s'intéresse aux récits des migrants, y compris à ceux qui sont considérés comme étant des migrants « économiques », on comprend l'importance des facteurs extra-économiques pour expliquer les décisions d'émigrer. Au cours de ma recherche doctorale, j'ai interrogé plusieurs personnes qui m'ont fait part des motifs présidant à leur choix. Dans leurs récits s'enchevêtrent des motifs économiques et sociaux objectifs (« On ne peut plus faire vivre sa famille », « Je veux chercher un meilleur avenir ») mais aussi, de manière plus voilée, la violence, omniprésente mais dont les individus ne réalisent la brutalité qu'après une mise à distance, parfois avec le temps.

Les personnes interrogées avaient souvent vécu des épisodes violents, voire des persécutions (en raison de leur travail, de leurs convictions, mais aussi en raison de facteurs comme leur orientation sexuelle ou leur activisme pour les droits des homosexuels). Une confirmation de cet état de choses est donnée par le nombre de Colombiens ayant le statut de réfugiés dans un pays comme la France. Ce nombre est très bas, surtout lorsqu'on le compare au nombre de réfugiés provenant de pays en conflit (comme le Sri Lanka), et alors même que la Colombie ne fait pas partie des « pays sûrs »<sup>20</sup>. De fait, les enquêtes sur le terrain ont montré que les individus ne faisaient pas la demande d'asile en arrivant en France, alors qu'ils avaient subi des violences, des persécutions, des menaces. Ils « découvraient », pour ainsi dire, l'existence de l'asile uniquement un an ou deux après leur arrivée en France, et faisaient alors la demande (mais comme on sait, les restrictions de l'asile entraînent un refus quasi systématique si la demande n'est pas réalisée dans les jours qui suivent l'arrivée dans le pays).

Ainsi, même auprès des migrants « économiques », il y a de la « politique ». Ce qui fait défaut, ici, aussi bien chez les migrants que dans la plupart des analyses qui sont faites, est la prise de conscience de cette dimension politique. Nous attribuons cette absence à l'érosion des repères qu'entraîne la permanence de la violence : c'est comme si, après tant d'années de violences, de guerre, de destruction du champ politique, cette violence était devenue invisible parce que trop proche, trop quotidienne, trop banale.

L'expression de cette perte de repères, de cette absence du politique, est décelable dans des manifestations plus générales de la vie sociale. L'absence de mémoire va de pair avec la volonté délibérée d'instaurer l'oubli. Ainsi, de très nombreux épisodes relatifs à la violence des années quarante, cinquante, ou à l'exode des années soixante et soixante-dix restent complètement inconnus.

À ce sujet nous citerons un cas –un parmi tant d'autres, mais qui nous semble éloquent : les événements de Villarrica<sup>21</sup>. Rappelons d'abord que ces faits furent « découverts » par le hasard de la rencontre d'une communauté de paysans avec un groupe de chercheurs. En effet, alors qu'elle enquêtait sur les processus d'urbanisation, l'équipe du sociologue Jacques Aprile Gniset fut interpellée par les habitants de Villarrica, village du département du Tolima, au sud-est du pays, comme le raconte un des enquêteurs :

*Durant les observations in situ, un événement qui s'écartait complètement de notre thème de recherche et qui, de fait, ne faisait pas partie de notre objectif d'enquête, surgit. Je parle de faits qui étaient aussi peu connus que ses propres protagonistes. Ceux-ci voulaient parler,*

---

<sup>20</sup> La politique migratoire française et européenne des années 2000 établit des listes de « pays sûrs », de sorte telle que les ressortissants de ces pays n'auront aucune possibilité d'obtenir le refuge.

<sup>21</sup> Le bombardement et la répression sanglante du mouvement paysan basé dans la région de Villarrica, Tolima (au sud-ouest de Bogota) en 1955 fut une des premières opérations militaires anticommuniste (et soutenue par l'armée des États-Unis) de grande envergure en Amérique latine.



*raconter quelque chose qui avait changé leurs vies, leurs destins. Nous avons écouté, nous avons accueilli leurs témoignages, nous les avons retranscrit<sup>22</sup>.*

Les témoins involontaires de ces événements rencontrèrent par la suite de nombreuses difficultés pour faire connaître le recueil des récits : « Quatre maisons d'édition de Bogota refusèrent [le manuscrit]. Dans deux autres maisons d'édition, le texte ne réussit même pas à franchir le seuil, il fut écarté sans avoir été lu ». En fin de comptes, nous racontent les auteurs, le texte commença à circuler de manière clandestine, pour atteindre certaines sphères universitaires qui commencèrent à le citer. Ce texte constitue le fondement des connaissances de ce que l'on connaît désormais dans l'histoire récente colombienne comme « la guerre de Villarrica ».

Pour autant que cette démarche éclaire sur la modalité qui rendrait possible une récupération de la mémoire, à savoir réaliser des enquêtes auprès de populations dont la parole avait été niée, ce travail n'a pas été accompli de manière systématique. Encore aujourd'hui, en 2010, malgré l'existence de dispositifs performants pour enregistrer la mémoire et de chercheurs formés pour effectuer ce travail, de très nombreux actes d'une extrême violence sont en train de tomber dans l'oubli ou d'être déformés et incorporés dans un récit officiel faux.

Le cas du massacre de El Salado (du nom du hameau de 7 000 habitants où se produisirent les événements, dans la région Caraïbe) est particulièrement révélateur. Survenus en 2000, les faits avaient fait l'objet de chroniques dans des journaux qui se limitaient à reproduire la version officielle<sup>23</sup> : un combat entre guérilla et militaires aurait « provoqué » la mort de 15 civils. Cette version fut réfutée par l'organisme de justice, la *Fiscalía*, qui affirma devant les médias –mais sans donner des détails– qu'il n'y avait pas eu de combats mais qu'il s'agissait bel et bien d'un massacre sur une population civile. La déclaration de la *Fiscalía* déclencha l'irritation des paramilitaires : leur chef, Carlos Castaño, s'exprima alors pour la première fois dans une émission de télévision pour « expliquer » sa version : les paramilitaires avaient pénétré dans un des bastions de la guérilla et sortaient victorieux de cette bataille. En fin de comptes, ce fut cette version qu'une majorité des Colombiens acceptèrent. Et les choses en seraient restées là si la Commission pour la Mémoire Historique, CMH, une mission intégrée dans le cadre de la « justice transitionnelle », ne s'y était pas intéressée de plus près. Grâce à son travail, la vérité des événements fut établie : 450 paramilitaires, dont plusieurs membres, –actuels ou anciens– de l'armée se sont rendus par quatre points d'accès dans ce village, terrifiant la population civile non armée pendant six jours et massacrant soixante personnes. Alors que deux hélicoptères des paramilitaires survolaient la région pendant trois jours à la vue des membres de la Marine, se déroulait ce massacre, sans aucune intervention des autorités<sup>24</sup>.

Le directeur de la CMH, l'historien Gonzalo Sánchez<sup>25</sup>, explique que ce fut seulement lors de l'arrivée de cette institution que les paysans –pour la plupart d'entre eux en situation de « déplacement »- ont commencé à parler : « On avait face à nous dix années de silence » dit-

---

<sup>22</sup> Jacques Aprile-Gnisset, *Estado, derecho y luchas sociales*, Bogotá D.C., Colombia: ILSA, 1991.

<sup>23</sup> Ces chroniques reproduisent, sans nuance et sans distance, les communiqués et déclarations du gouvernement. Ainsi, les « journalistes » donnent la parole aux commandants militaires exclusivement, reproduisant la pratique courante du « journalisme de guerre » en Colombie.

<sup>24</sup> On peut télécharger le rapport « La masacre de El Salado: esa guerra no era nuestra » sur le site de la Comisión de Memoria Histórica :

[http://www.cnr.org.co/new09/semanaM/informe\\_la\\_masacre\\_de\\_el\\_salado.pdf](http://www.cnr.org.co/new09/semanaM/informe_la_masacre_de_el_salado.pdf).

<sup>25</sup> Cet historien est Gonzalo Sánchez. Voir l'interview que nous avons fait lors de son passage en France sur le site du Salon de livre d'Amérique latine : <http://www.ameriquelatine.msh-paris.fr/spip.php?article373>.



il. De nombreux autres événements graves furent « découverts » dans toute la Colombie par cette Commission entre 2008 et 2010. Bien qu'il y ait là une relative avancée, il faut savoir que de très nombreux cas ne pourront pas être connus ou analysés par la CMH, que ce soit pour des raisons budgétaires, de temps (la mission a une durée réduite) ou de sécurité (dans plusieurs régions de Colombie les faits ne peuvent pas être donnés à la connaissance publique parce que les responsables des massacres sont au pouvoir)<sup>26</sup>.

Arrivés à ce point, le lecteur se demandera : où est le rapport avec les exilés ? Nous y arrivons. Si nous avons réalisé ce détour par le thème de la mémoire en Colombie, c'est parce qu'il faut bien comprendre l'intérêt que revêt cette quête. Essayer de retrouver les paroles enfouies, essayer de récupérer les mémoires anéanties, c'est faire appel au *sens* plus large de la vie sociale.

Or, précisément, les exilés colombiens sont porteurs d'une mémoire qui n'a pas laissé de trace : jusqu'à présent, celle-ci n'a intéressé ni les chercheurs ni les institutions, et même si de nombreux exilés ont une conscience sur ce que signifie cette mémoire, ils n'ont pas les outils ou les conditions pour la relayer. La question se pose donc de savoir ce que deviendront dans le récit national les luttes du passé (nous songeons par exemple aux luttes pour l'accès à la terre des années 1960 et 1970, plusieurs de ses dirigeants vivant aujourd'hui en exil). Par ailleurs, dans notre perspective cet effort d'enquête auprès de ces exilés peut contribuer à aider à affronter le problème lancinant, la perte de repères actuelle de la société colombienne. Deux approches nous semblent nécessaires pour réaliser cette enquête :

- Nous avons vu que les différentes vagues d'émigration colombienne sont à mettre en relation avec de multiples formes de violence subie au cours de l'histoire, que ce soit de manière directe ou indirecte. Il y a, y compris chez les émigrés appelés communément « migrants économiques », des récits de ces violences –mais ils sont enfouis. A l'instar des années de silence qui se libèrent à l'approche des personnes et institutions qui écoutent et qui prennent note, comme le constate Gonzalo Sanchez dans son travail avec la CMH, il nous semble que chez des migrants colombiens il y a un silence qui demande à s'exprimer.
- De très nombreux militants ont dû quitter le pays en raison de persécutions frontales durant ces trente dernières années. Ces personnes correspondent à la définition habituelle de l'exilé, lorsque quitter son pays est le seul recours pour survivre physiquement. Contrairement au groupe des émigrés économiques, il s'agit d'individus qui ont une claire conscience de la violence politique dont ils ont été les victimes (et parfois les co-auteurs). Chez eux, il n'y a pas eu jusqu'à présent d'enquête mémorielle. Or la nécessité d'aller à leur rencontre nous semble d'autant plus urgente que, pour certains, l'expérience de l'exil a été aussi celle de la très grande précarité des conditions de vie et de la fragilité de leur santé : ils sont vulnérables, et s'ils disparaissent ce sera aussi la mémoire de leurs luttes qui disparaîtra. Nous avons eu l'occasion de rencontrer un certain nombre de ces anciens militants : il est frappant de voir à quel point leur mémoire est, pour ainsi dire, « cristallisée » dans des événements

---

<sup>26</sup> Dans la Colombie du XXI<sup>ème</sup> siècle, ce sont les mouvements sociaux –et en particulier les fédérations d'associations de victimes, comme le Mouvement des Victimes des crimes d'État, Movice– qui font un travail de récupération de la mémoire et qui empêchent, malgré de maigres moyens, que des faits très graves disparaissent entièrement de l'histoire. Bien que très jeune, le mouvement Movice a fait grandement progresser le débat en matière de reconnaissance de la place centrale des victimes –et non pas marginale– dans le processus politique et social en Colombie. Voir leur page web : <http://www.movimientodevictimas.org/>.

précis. Il est indispensable d'interroger ces militants qui, âgés aujourd'hui de plus de soixante ans, vivent dans un exil silencieux.

## Conclusions

L'exil a souvent été décrit en termes de « perte de l'identité » ou de « vie mutilée »<sup>27</sup>. Bien que cette dimension soit une composante très importante dans l'expérience de l'exil, il me semble, cependant, qu'il est important d'aller plus loin : ce qui repose chez les exilés n'est pas seulement la confrontation psychique<sup>28</sup>, sociale et géographique à un environnement nouveau en absence des repères habituels. Ce n'est pas non plus, de manière exclusive ou principale – et notamment lorsque l'exil est subi et non pas volontaire- l'expérience du traumatisme suite à l'interruption brutale d'un parcours personnel et d'un projet social. Et s'il est juste de noter que la nostalgie du pays et le déracinement se trouvent au cœur de l'exil, et qu'ils expliquent sa *douleur*, il existe également une autre dimension, qui est celle que j'ai essayé de mettre en avant dans cet article : celle qui voit dans l'exilé un résistant de la mémoire.

La mémoire, le vécu des exilés sont porteurs de sens. La mémoire garde en elle l'enregistrement des luttes du passé. Le vécu se fait récit des processus ayant déclenché ces vastes mouvements de population. Alors même qu'en Colombie s'installent le non-sens ou le consensus muet, la perte de repères ou la violence face à la pensée, la parole des exilés est résistance, combat politique et combat pour établir un sens aux luttes du passé et du présent.

---

<sup>27</sup> Selon l'expression de Théodor W. Adorno. Voir *Minima Moralia. Réflexions sur la vie mutilée*, trad. Eliane Kaufholz et Jean-René Ladmiraal, Payot, 1980. De même, lorsqu'Edward Saïd réfléchit à l'exil, il rappelle d'abord la *perte* : « Ce qui est vrai pour chaque exilé, ce n'est pas que le pays natal et l'amour du pays natal sont perdus, c'est que la perte est inhérente à leur existence même ». Edward Saïd, *Réflexions sur l'exil et autres essais*, traduit par Charlotte Woillez, Actes sud, 2008.

<sup>28</sup> La réflexion d'Amedeo López sur ce sujet nous semble très juste : « Le plus terrible dans l'exil, ce n'est pas la distance géographique mais la menace permanente, pour l'ego, de se perdre dans l'altérité absolue. Autre par rapport à d'autres, autre par rapport à soi-même, l'exilé est le dédoublement, sans cesse amplifié dans un espace fait d'absence et qui est sa nouvelle demeure ». Amedeo López, « L'autre et son double : les exilés espagnols et latino-américains », *Exils et Émigrations Hispaniques au XX<sup>e</sup> siècle*, vol. 1, p. 9-24, 1993.